

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 04 FEVRIER 2014**

FN/RT

**OBJET : N° 4.3.1 – TECHNIQUE – ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF –
ETUDE DIAGNOSTIQUE SYSTEME ASSAINISSEMENT LARGENTIERE –
SUITES A DONNER A L'ETUDE -**

L'an deux mille quatorze, le quatre du mois de février à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Marie DURIEU, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean OZIL, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Max THIBON, Vice-Président du Syndicat,

M. Roland BOULLE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques BOYER, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents :

M. Jean POUZACHE, Vice-Président du Syndicat,
M. René UGHETTO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacky BARBE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean COROMINA, Vice-Président du Syndicat (excusé).

A été élu secrétaire de séance : M. Max THIBON.

**OBJET : N° 4.3.1 – TECHNIQUE – ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF –
ETUDE DIAGNOSTIQUE SYSTEME ASSAINISSEMENT LARGENTIERE –
SUITES A DONNER A L'ETUDE -**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 23 novembre 2009).

Depuis 2008, le SEBA a engagé six diagnostics de réseaux d'assainissement concernant l'étude des réseaux et des unités de traitement de dix Communes adhérentes.

La répartition des études engagées est la suivante :

- DIAG de la Commune de CHAUZON, confié au Bureau d'Etudes G2C Environnement et terminé en octobre 2010 ;
- DIAG des Communes de MEYRAS, LABEGUDE, LALEVADE, LABEAUME ET ST ALBAN, confié au Bureau d'Etudes POYRY et terminé en septembre 2012 ;
- DIAG des Communes de RUOMS et PRADONS confié au Bureau d'Etudes GINGER et terminé en aout 2012 ;
- DIAG de la Commune de CHASSIERS confié au Bureau d'Etudes GINGER et terminé en aout 2012 ;
- DIAG de la Commune de LARGENTIERE confié au Bureau d'Etudes POYRY et terminé en Janvier 2014.
- DIAG des Communes de VALS, UCEL, ST PRIVAT confié à Réalités Environnement, en cours.

Le Bureau Syndical du 13 Novembre 2012 a validé le lancement d'une opération suite aux diagnostics précités sur les communes de CHASSIERS, MEYRAS, LABEGUDE, LALEVADE, LABEAUME et ST ALBAN. Les cabinets d'études GEOSIAPP et PL CONSULTANT travaillent sur le projet. Pour CHAUZON, PRADONS et RUOMS, ces travaux sont liés à l'augmentation de la capacité de la Station de RUOMS, pour lequel le Maitre d'œuvre NALDEO vient d'être désigné.

Au vu des conclusions et propositions de travaux du diagnostic terminés sur LARGENTIERE, il est proposé d'arrêter un programme de travaux. Les principaux défauts constatés sur ce réseau sont :

- Nombreuses eaux parasites ;
- Exfiltrations (pertes d'effluents et de pollution) importantes ;
- Réseau en partie unitaire et en mauvais état.

Le coût total des travaux estimé à 1,1 million d'€uros HT, dont 233 000 € HT pour la partie liée à des travaux sur le réseau d'eaux pluviales communales et 138 000 € HT liés au confortement de la station d'épuration.

Les travaux de remise en service d'un local presse à boues faisant l'objet d'une étude en cours confiée au Bureau d'études NALDEO, il est proposé de poursuivre les travaux et d'engager un plan triennal de renouvellement de réseau au vu de l'étude diagnostic et de ses conclusions. Il est proposé, dans un premier temps, d'engager un effort sur les réseaux posant le plus de problèmes, en plusieurs tranches au vu de leurs importances et défauts :

Première Tranche : (140 000 € HT de travaux)

- 1- Réhabiliter le collecteur dans le lit de la Ligne, jusqu'au pont de la Paille, rive gauche de la Ligne, pour un montant estimé à 76 000 € HT, correspondant à 37 % des eaux claires parasites mesurées ;
- 2- Remplacer le collecteur sous le pont de la Paille traversant la Ligne, pour un montant estimé à 25 900 €, correspondant à 20 % des eaux claires parasites mesurées ;
- 3- Reprendre des regards de visites et des conduites pour un montant de 35 700 € HT, à l'origine de pertes de pollution importantes.

Deuxième Tranche : (270 000 € HT de travaux)

- 1- Renouveler le réseau existant sous la RD 5, du pont de la Paille à la place des Récollets, pour un montant estimé sommairement dans l'étude précitée à 149 000 € HT, correspondant à 10 % des eaux claires parasites mesurées ainsi qu'à un volume important d'exfiltration non quantifiables : le montant de travaux est basé sur un ratio ne tenant pas compte de la difficulté technique de réalisation, de la gestion complexe de la circulation, des nouvelles préconisations du Conseil Général quant aux réfections de voirie, ainsi que de l'existence d'un réseau d'eau potable ne permettant pas la réalisation de ces travaux sans envisager son dévoiement. Aussi les travaux correspondants à cette tranche estimés par le Service Technique du SEBA à 500 €/ml (270 € pour le réseau EU, 150 € pour le réseau AEP et 1 000 € par reprise de branchement) représentent une dépense de 240 000 € HT pour les 520 ml à remplacer ;
- 2- Renouveler 60 ml en amont du réseau situé sur la RD 5, permettant de supprimer un réseau unitaire drainant un volume important d'eaux parasites de temps de pluie, pour un montant estimé à 33 000 € HT.

Ces travaux peuvent être envisagés sur deux exercices si le montant est trop important.

Troisième Tranche : (80 000 € HT de travaux) (Tranche conditionnelle)

1- Renouveler une partie du réseau existant sous la RD n° 305 (route de Tauriers), pour un montant estimé à 80 000 € HT.

Depuis la mairie de Largentière, jusqu'à la sous-préfecture, le réseau existant est unitaire. Sa mise en séparatif doit être envisagée. Ceci n'est toutefois envisageable que :

- après la création d'un réseau pluvial depuis le pont de la Paille jusqu'à la place du Marché, les réseaux pluviaux étant à la charge de la commune,
- en parallèle d'un projet communal de réfection de chaussée pouvant entraîner également la création d'un réseau pluvial en parallèle du réseau d'assainissement projeté, si le réseau assainissement abandonné devait être insuffisant et/ou dévié en raison de l'encombrement de la chaussée.

Ces travaux semblent nécessaires mais inenvisageables sans une réelle coordination, notamment quant à la gestion de la circulation (écoles). Il est proposé de missionner le maître d'œuvre sur le projet de ces travaux, la phase réalisation ne pouvant être affirmée que sous réserve d'un projet communal en parallèle.

En conséquence, il est proposé au Bureau Syndical de :

- engager le programme « réduction des eaux parasites » sur le réseau situé commune de LARGENTIERE (soit en opération « renouvellement de réseaux » soit en « travaux préalable à opérations de tiers publics », suivant la nature des travaux) en utilisant les principes relatifs aux marchés publics établis par délibération du Comité Syndical du 26 mars 2012 pour un coût de 600 000 € HT, dont (490 000 € HT de travaux) ;
- solliciter les aides du Conseil Général, de l'Agence de l'Eau, de l'Etat et du Conseil Régional ;
- procéder à une attribution de marché(s) public(s) sur les bases suivantes :
 - o Pour la Maîtrise d'œuvre, via le futur marché Accord Cadre, avec :
 - * une tranche ferme pour les missions AVP, PRO et ACT de l'ensemble des travaux pré-cités, ainsi que la mission DET de la Première Tranche de Travaux,
 - * une seconde tranche ferme pour la mission DET de la Deuxième Tranche de travaux qui se fera sur un second (voir un troisième) exercice budgétaire,
 - * une tranche conditionnelle pour la mission DET de la Troisième Tranche de travaux qui sera réalisé sous réserve d'un aménagement de surface par la mairie de la RD 305.
 - o Pour les travaux : avec 2 (ou 3) Tranches Fermes et une Tranche Conditionnelle
- décider du mode de dévolution en procédure adaptée,
- fixer les critères suivants pour le choix :
 - le prix avec une pondération de 50 % ;
 - la valeur technique de l'offre et moyens mis en œuvre pour le marché avec une pondération de 40 % ;
 - le délai d'exécution avec une pondération de 10 %.
- donner délégation au Président pour signer tous documents à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Bureau Syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL